



Arnaud Frauenfelder et Gisela Hauss

Introduction. Au cœur des contradictions sociales ? Pour une sociohistoire critique du travail social

Cette contribution fait partie du Dossier 2024 « Au cœur des contradictions sociales ? Pour une sociohistoire critique du travail social ».

Alors que le travail social a connu des transformations considérables depuis la seconde moitié du XX^e siècle qui se caractérisent notamment par une tendance à l'ouverture de nombreux lieux de formation, une professionnalisation du secteur et une augmentation numérique sans précédent des salarié·es du social concomitante du développement de l'État social, le tournant du XXI^e siècle vient pour partie renforcer les dynamiques à l'œuvre. Avec le développement des Hautes écoles spécialisées durant les années 1990, le travail social est aujourd'hui intégré dans le champ des hautes écoles tertiaires. L'institutionnalisation de cette voie professionnelle de l'enseignement supérieur demeure très attractive et rencontre un succès considérable depuis ces 20 dernières années. Avec la formation initiale, la formation continue, la recherche et les prestations de service, la formation HES en travail social remplit un quadruple mandat de prestations, porté par sept hautes écoles offrant des filières de bachelor et de master en Suisse. Après plusieurs avancées relativement rapides, il est aujourd'hui également possible de s'arrêter et de jeter un œil sur le passé. À côté, sinon en marge de cette dynamique évolutive qui pourrait s'apparenter à une forme de *success-story*, existe-t-il des histoires spécifiques au travail social lorsque celui-ci est saisi à l'échelle de ses modes d'intervention spécifiques auprès des publics vulnérables ? Dans quels contextes les pratiques du social se sont-elles développées, dans quelles sphères ont-elles été impliquées, qu'est-ce qui a bouleversé et influencé le travail social et quels facteurs ont permis son développement ou favorisé sa stagnation ? Ces questions sur un passé plus ou moins récent mènent inévitablement à l'analyse des contradictions sociales dans lesquelles le travail social a été et est actif encore de nos jours.

« Des passés qui ne passent pas »¹. Le travail social dans le contexte de la recherche socio-historique

Le travail de mémoire actuellement mené en Suisse et à l'échelle internationale sur les injustices commises remet en question la réussite supposée incontestable

du travail social. Ainsi, après des décennies d'indifférence, la reconnaissance des souffrances et des injustices subies par les personnes dont la biographie a été marquée par des mesures coercitives dans le domaine de l'aide sociale et du placement extrafamilial a conduit à des réparations en Suisse. Les dix volumes publiés en 2019 par la Commission indépendante d'expert-es « Mesures de placement » (CIE) montrent qu'en Suisse, au cours du demi-siècle étudié (1930-1981), des milliers de personnes ont été stigmatisées ou enfermées dans le contexte d'un « arbitraire organisé » (Germann & Odier, 2019). Les résultats de cette commission mandatée par la Confédération soulèvent inévitablement la question de savoir dans quelle mesure les conclusions de cette analyse historique ébranlent certaines représentations plus ou moins idéalisées du travail social marquées par l'humanisme, un référentiel qui n'est pas toujours questionné ou mis à l'épreuve des faits. Il s'ensuit que non seulement les injustices sont identifiées avec le recul, mais aussi que les droits humains sont aujourd'hui encore discutés comme une orientation importante dans le travail social. Le fait que cette discussion soit jugée nécessaire montre que le respect des droits humains ne va pas encore de soi aujourd'hui et qu'il existe des interventions sociales qui ne sont pas conformes à cette visée. L'injustice n'appartient donc pas uniquement à un passé lointain dont nous pouvons nous détacher selon une conception évolutionniste et linéaire de l'histoire. Il existe certes des ruptures, mais aussi des continuités entre le passé, le présent et l'avenir, pour lesquelles la perspective sociohistorique offre un vecteur critique et salutaire de production des connaissances.

Grâce à sa participation active aux recherches en sciences sociales et historiques dans le cadre des programmes financés par la Confédération pour traiter les questions de l'aide sociale et du placement d'enfants depuis les années 2000, le travail social s'est engagé dans une nouvelle phase de réflexivité critique qui n'hésite pas à prendre pour objet d'études les ambivalences et les contradictions de l'action sociale passée ou présente. Ainsi, des chercheur-es des hautes écoles spécialisées en travail social ont participé à l'analyse politique et scientifique des injustices commises dans le domaine de l'aide sociale en Suisse. Ils et elles ont participé au programme national de recherche « Intégration et exclusion » (PNR 51), ont été responsables du réseau de recherche Sinergia « Placing children in care » (Hauss et al., 2018), ont fait partie de la « Commission indépendante d'experts en matière de placements administratifs » (CIE) et ont mené des recherches dans le cadre du programme de recherche « Assistance et coercition » (PNR 76).

Il peut être déconcertant de constater qu'à côté de la rétrospective des traditions d'aide, d'éducation, de formation et d'orientation vers les valeurs humaines et la défense de l'intérêt de l'enfant, se trouve l'objection de celles et ceux qui ont vécu personnellement la violence et l'injustice dans l'assistance et

dans l'éducation en institution (Blanchard, 2019; Périssol, 2020). Cela permet de mettre en lumière les aspects négatifs de l'aide ou de l'intégration. Outre les chapitres jugés « honorables », qui peuvent également être une source d'inspiration pour la pratique actuelle, des épisodes « sombres » traitant de l'intégrité bafouée, de l'impuissance face à la violence et des chances de réussite fortement limitées sont également éclairés (Laé, 2019).

En Suisse, les résultats disponibles à ce jour sur les connaissances en sciences sociales et humaines susceptibles d'éclairer l'histoire du travail social sont plutôt disparates. Comme en Allemagne, on peut également constater pour le travail social en Suisse que « notre histoire n'est pas écrite » (Müller, 2017; Hauss, 2018; Esser, 2018). De plus, il existe peu de réflexions sur la sociohistoire du travail social (Wilhelm, 2005; Berner, 2009; Piñeiro, 2011; Hauss, 2018). Le cahier thématique vise à combler cette lacune. Sur la base d'histoires et de contre-histoires (Fassin, 2020; Frauenfelder, 2024a; Hauss, 2018), la discussion doit être lancée sur la manière dont une sociohistoire du travail social et de ses domaines d'intervention peut être développée, en faisant varier l'espace des points de vue, les échelles d'observation ou encore les niveaux d'analyse. Il faudra clarifier si les différentes perspectives se contredisent ou se complètent. Sont-elles compatibles ou contradictoires? Comment peut-on les envisager dans leur relation et leur interdépendance? Cette conception stimulante du cahier thématique est liée à l'espoir que le travail social intègre les récits et les contre-récits dans sa propre historiographie. Il s'agit dans un premier temps de rendre hommage aux succès du passé, mais aussi – en clarifiant le passé sous différents angles – de comprendre et de reconnaître aussi à posteriori les injustices commises.

Une telle approche critique entend contribuer modestement à la construction d'une sociohistoire du travail social qui cherche à éviter l'écueil de la grande histoire linéaire du progrès et à privilégier l'analyse complexe de l'hétérogénéité des processus sociohistoriques à l'œuvre. Le point de départ est qu'une analyse des contradictions du passé peut fournir à cet égard des connaissances fondamentales pour la phase de réflexivité critique dans le travail social qui a débuté dans les années 2000. L'analyse sociohistorique peut se référer au niveau des discours professionnels, au domaine de la politique et de la pratique ou encore à la question du positionnement disciplinaire (ou de l'invisibilisation) du travail social.

Donner à voir les ambivalences du travail social : continuités et ruptures entre hier et aujourd'hui

Avec les recherches actuelles sur le travail de mémoire et les réalités découvertes par l'enquête au long cours qui révèle des épisodes plus ou moins honorables de

la pratique, raconter l'histoire du travail social n'est pas simple si l'on souhaite livrer une lecture non-linéaire. Il est en effet difficile de raconter l'histoire du travail social de manière nuancée et en restant ouvert aux dissonances. L'analyse historique et les études sociologiques à long terme révèlent que le travail social a porté atteinte à ses propres valeurs et continue de le faire aujourd'hui. Le présent cahier thématique entend contribuer à cette sociohistoire exigeante tout en établissant des liens avec le présent. Il traitera des moments « sombres » et mais aussi plus « vertueux » de l'histoire du travail social.

Cela exige une attention analytique : l'hypothèse de travail considère que les aspects du travail social évalués comme « positifs » peuvent, après une analyse approfondie de leurs effets ambivalents, révéler des aspects « négatifs », et inversement. Cette perspective peut être illustrée par une évolution actuelle et l'application croissante de concepts dits participatifs, évaluée de manière positive sans qu'on ait demandé l'avis des personnes concernées. La critique de l'obéissance, de l'autorité et de la tutelle dans le travail social, qui a gagné en influence dans la seconde moitié du XX^e siècle et promettait des méthodes d'intervention moins verticales, formulait l'objectif de construire des réponses « avec » les destinataires aux situations jugées problématiques, plutôt que « sur » eux (Astier, 2007; Droux & Praz, 2021). L'abandon du paternalisme du passé et le paradigme consistant à partir des destinataires ont le potentiel d'être intégrateurs et de promouvoir l'autonomisation des destinataires, s'inscrivant ainsi dans la continuité des transformations générales de l'État social et des politiques qui en résultent.

Et pourtant, la poursuite de ce concept comporte également des aspects punitifs. Le droit à la participation peut se transformer en obligation, tout manque de coopération ou de collaboration peut être perçu comme une « déviance » qui appelle une sanction : dans le domaine de la protection de l'enfance par la (menace de) judiciarisation de la contrainte (Frauenfelder, 2024b), dans le domaine de l'aide sociale par une réduction des prestations ou la menace de leur retrait (Tabin et al., 2010). Le principe de responsabilité, fondé sur la reconnaissance et la réhabilitation de la personne aidée, peut également comporter une logique coercitive qui oblige (Fassin et al., 2013) les usagers et usagères à rendre compte de ce qu'ils ou elles font (ou ne font pas) pour changer leur situation et cela conformément aux objectifs fixés avec leur intervenant-e qui dispose d'un pouvoir discrétionnaire important dans l'exécution de leur travail (Lipsky, 1980; Dubois, 2010).

En fin de compte, l'aide accordée dépendra de la propension dont les destinataires peuvent prouver leur collaboration (Giuliani, 2009). Le principe consistant à impliquer les destinataires dans les efforts visant à amélio-

rer la situation jugée problématique s'inscrit ainsi dans le cadre d'une «gouvernementalité» (entre autres Bröckling et al., 2000) qui s'est progressivement imposée au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. Au tournant du XXI^e siècle, ces «techniques de gouvernement» au sens large peuvent être décrites par les caractéristiques idéales-typiques suivantes: passage d'un concept vertical de protection à un concept plus horizontal et inclusif; passage d'une protection peu formalisée à une protection plus formalisée, voire contractuelle; et enfin passage d'une contrainte externe et extérieure à une contrainte plus «intériorisée», qui cherche à obtenir l'«adhésion» des populations concernées aux décisions qui les touchent (Frauenfelder & Droux, 2023, p.11). Ces techniques de gouvernement s'inscrivent dans une dynamique générale d'extension, d'une part, et d'adoucissement, d'autre part, du contrôle social (Serre, 2009; Dubois, 2021).

Ainsi, l'ouverture du travail social à des approches dites «émancipatrices» et de plus en plus axées sur les «besoins» de l'individu peut, paradoxalement, consciemment ou inconsciemment, devenir un nouvel instrument de contrainte, qui s'orienterait sans doute davantage vers une morale de l'autodiscipline que de l'auto-détermination. Cela vaut particulièrement lorsque ces approches, qui présupposent la participation, est élevé au rang de norme sociale. Les destinataires du travail social sont alors fortement exposés à cet écueil dans un contexte où leur capacité à répondre aux normes et aux attentes institutionnelles dépend des ressources matérielles et symboliques dont ils et elles disposent (comme la maîtrise des «instruments légitimes d'expression», cf. Bourdieu, 1975) et qui demeurent inégalement réparties dans la société.

Vers les articles du dossier

Le dossier engage une sociohistoire critique du travail social entre hier et aujourd'hui. Il met en lumière les injustices et les souffrances infligées dans le passé et examine le fonctionnement du travail social jusqu'à aujourd'hui. Les articles font référence aux changements et, en même temps, à la persistance des structures et des modes de fonctionnement étudiés historiquement. Ils traitent des contradictions qui font encore aujourd'hui partie des défis du travail social. Les articles du dossier peuvent être facilement classés en fonction des domaines d'activité. Ainsi, les quatre premiers articles traitent du placement hors du foyer familial et de l'éducation extra-familiale des enfants et des jeunes, tandis que les articles cinq à huit traitent de l'aide sociale et de la protection des adultes.

Les deux premières contributions consacrées au placement extra-familial et à l'éducation hors du cadre familial traitent des pouponnières. Dans la première, intitulée *Der Diskurs über die stationäre Unterbringung von Säuglingen in der Schweiz*, les auteur-es Kathrin Amann, Bettina Grubenmann, Gia-

como Müller et Maren Zeller partent du constat que le débat critique sur le placement en institution des nourrissons en Suisse a atteint son apogée dans les années 1950-1960, et analysent les conditions de placement de l'époque et leurs conséquences (cf. hospitalisme) ainsi que les idées et les efforts de réforme qui en ont découlé. La deuxième contribution, de Daniela Hörler, intitulée « *Migrantin, Arbeiterin und Mutter* ». *Die Säuglingsheime der Stadt Zürich und die ambivalente Konfiguration rund um die Herkunftsfamilien von 1970–1979*, examine les crèches et leur fonction dans le contexte de la migration de main-d'œuvre vers la Suisse, principalement en provenance d'Italie. La troisième contribution d'Aurore Müller, intitulée *Travailler à l'Office des mineurs entre 1950 et 1980 : quel pouvoir d'appréciation pour les assistants sociaux et assistantes sociales ?*, traite de la tension entre le contrôle social et la marge de manœuvre dont disposaient les travailleurs sociaux et travailleuses sociales dans le cadre de leur travail quotidien au service de l'enfance du canton de Neuchâtel. La quatrième contribution aux études historiques sur le placement hors du foyer familial et l'hébergement en dehors de la famille d'origine se penche également sur un domaine d'intervention spécifique du travail social qui n'a jusqu'à présent guère fait l'objet d'études historiques. Adrian Seitz, Lukas Fritz-Emmenegger, Susanne Businger, Samuel Keller et Thomas Gabriel abordent dans leur contribution « *Wofür steht das Kind?* » *Unterschiedliche Bedeutungsdimensionen und Zuschreibungen beteiligter Akteur:innen bei Inlandsadoptionen von 1922 bis 2017* différentes dimensions sémantiques ainsi que les attributions des actrices et acteurs impliqués dans les adoptions nationales de 1922 à 2017; une pratique sur laquelle il n'existe jusqu'à ce jour que peu de connaissances empiriques.

Les quatre articles suivants traitent des contradictions sociales évoquées ici dans les domaines de l'aide sociale et de la protection des adultes, en mettant l'accent sur différents aspects. Dans leur article intitulé *Erwachsenenschutz als pädagogische Aufgabe? Die Aufhebung von widersprüchlichen Handlungsorientierungen im Arbeitsbündnis*, Lukas Neuhaus et Roland Becker-Lenz abordent le conflit entre protection et autodétermination, déjà présent dans le Code civil suisse et également qualifié de « double mandat » dans les domaines des pratiques actuelles.

Dans leur contribution intitulée *Perspectives historiques du handicap et contradictions actuelles autour des personnes âgées dans les institutions socio-éducatives*, Melissa Ischer, Ophélie Guerdat, Valérie Hugentobler et Aline Veyre examinent, à partir de perspectives historiques, comment l'accompagnement des personnes âgées dans les institutions socio-éducatives remet en question et défie la mise en œuvre concrète de l'inclusion, de la participation sociale et de la liberté de choix. Alan Canonica et Edgar Baumgartner examinent, sous le titre

Entwicklungslinien der Betrieblichen Sozialen Arbeit in der deutschen Schweiz. Positionierung und Legitimierung im Wirtschaftssystem, le développement historique du travail social en entreprise en Suisse jusqu'aux années 1980 et discutent de la légitimation de ce domaine d'activité d'un point de vue systémique. Dans leur dernière contribution, intitulée *Koordinieren zwischen Staat und Gemeinnützigkeit. Historische Zugänge und aktuelle Debatten zur Koproduktion von Wohlfahrt in der Schweiz*, Markus Bossert, Gisela Hauss et Kevin Heiniger examinent dans quelle mesure la diversité des domaines d'activité du travail social, qui ressort clairement des contributions, a déjà conduit historiquement à des efforts de coordination et comment cette coordination s'organise aujourd'hui.

Ce dossier thématique est donc une invitation à poursuivre des analyses sur des ambivalences du travail social entre hier et aujourd'hui, un chantier de recherche ouvert qui mérite d'être approfondi à terme par des études ultérieures.

Références bibliographiques

- Astier, Isabelle (2007). *Les nouvelles règles du social*. PUF.
- Berner, Esther (2009). Sozialpädagogische Historiographie : zwischen Identitätskrise und Legitimationszwang ? Ein Reflexionsangebot. *Schweizerische Zeitschrift für Soziale Arbeit, Themenheft Historische Zugänge. Accès historiographiques*. 6/7, 110-126.
- Blanchard, Véronique (2019). *Vagabondes, voleuses, vicieuses. Adolescentes sous contrôle de la libération à la libération sexuelle*. Editions François Bourdin.
- Bourdieu, Pierre (1975). Le langage autorisé, notes sur les conditions sociales de l'efficacité du discours rituel, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 7, 183-190.
- Bröckling, Ulrich (2007). Das unternehmerische Selbst. Soziologie einer Subjektivierungsform. Suhrkamp.
- Droux, Joëlle, Praz, Anne-Françoise (2021). *Placés, déplacés, protégés ? L'histoire du placement d'enfants en Suisse, XIX^e-XX^e siècles*. Alphil.
- Dubois, Vincent (2010). *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*. Economica.
- Dubois, Vincent (2021). *Contrôler les assistés. Genèses et usages d'un mot d'ordre*. Raisons d'agir.
- Esser, Florian (Eds.) (2018). *Geschichte der Sozialen Arbeit*. Schneider Verlag.
- Fassin, Didier (2020). *Mort d'un voyageur. Une contre-enquête*. Seuil.
- Fassin, Didier, Bouagga, Yasmine, Coutant, Isabelle, Eideliman, Jean-Sébastien, Fernandez, Fabrice, Fischer, Nicolas, Kobelinsky, Carolina, Makaremi, Chowra, Mazouz, Sarah, Roux, Sébastien (2013). *Juger, réprimer, accompagner. Essai sur la morale de l'État*. Seuil.
- Frauenfelder, Arnaud (2024a). Entre dits et non-dits : polyphonies discursives autour d'un jeune « gitan » face au pénal. In Ferreira Cristina, Arnaud Frauenfelder, Joëlle Droux, Marco Cicchini (dir.), *Paroles, paroles. Comment l'Etat écoute ses justiciables* (pp. 263-289). Antipodes.
- Frauenfelder, Arnaud (2024b). De la volonté de travailler avec les familles : les ambiguïtés de l'intervention en protection de l'enfance. In Ferreira Cristina, Arnaud Frauenfelder, Joëlle Droux, Marco Cicchini (dir.), *Paroles, paroles. Comment l'Etat écoute ses justiciables* (pp. 91-122). Antipodes.
- Frauenfelder, Arnaud & Droux, Joëlle (2023). Rapport scientifique final du projet « Contraindre pour protéger ? Normes et processus décisionnels de la protection

- des mineurs à l'ère des droits de l'enfant (Suisse romande, années 1960 - années 2010)», PNR76/FNS. 23 p.
- German, Urs & Odier, Lorraine (2019). *La mécanique de l'arbitraire. Internements administratifs en Suisse 1930-1981*. Rapport final, vol. 10 B, Commission indépendante d'experts internements administratifs, Alphil.
- Giuliani, Frédérique (2009). Eduquer les parents? Les pratiques de soutien à la parentalité auprès des familles socialement désqualifiées. *Revue française de pédagogie*, 168/3, 83-92.
- Hauss, Gisela, Thomas Gabriel, Martin Lengwiler (2018). Fremdplatziert. Heimerziehung in der Schweiz, 1940-1990. Chronos Verlag.
- Hauss, Gisela (2018). Geschichten und Gegen Geschichten. Die Hochschule als Ort einer reflexiven Historiografie. In Beatrice Ziegler, Gisela Hauss, Martin Lengwiler (Hrsg.), *Zwischen Erinnerung und Aufarbeitung. Fürsorgerische Zwangsmassnahmen an Minderjährigen in der Schweiz im 20. Jahrhundert* (S. 213-226). Chronos Verlag.
- Laé, Jean-François (2018). *Une fille en correction. Lettres à son assistante sociale (1952-1965)* (avec une préface de Philippe Artières). CNRS Édition.
- Lipsky, Michael (1980). *Street-Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public service*. Russel Sage Foundation.
- Müller, Carsten (2017). «Ourstory is unwritten». Überlegungen zu einer kritischen Historiographie Sozialer Arbeit. In Johannes Richter, *Geschichtspolitik und Soziale Arbeit. Interdisziplinäre Perspektiven* (S. 37-38). Springer.
- Périssol, Guillaume (2020). *Le droit chemin. Jeunes délinquants en France et aux Etats-Unis au milieu du XX^e siècle*. PUF.
- Piñeiro, Esteban (2011). Mit der Geschichte rechnen. Zur Historisierung der Sozialen Arbeit. *SozialAktuell*, 43(11). 12-16.
- Serre, Delphine (2009). *Les coulisses de l'Etat social. Enquête sur les signalements d'enfant en danger*. Raisons d'agir.
- Tabin, Jean-Pierre, Frauenfelder, Arnaud, Togni, Carola, Keller, Véréna (2010). *Temps d'assistance. Le gouvernement des pauvres en Suisse romande depuis la fin du XIX^e siècle*. Antipodes.
- Unabhängige Expertenkommission Administrative Versorgungen (UEK) / Commission indépendante d'experts. Internements administratifs (UEK) (2019). *Veröffentlichungen. 10 Bände*. Chronos Verlag. www.uek-administrative-versorgungen.ch.
- Wilhelm, Elena (2005). *Rationalisierung der Jugendfürsorge. Die Herausbildung neuer Steuerungsformen des Sozialen zu Beginn des 20. Jahrhunderts*. Haupt Verlag.

Annotations

- 1 https://www.nfp76.ch/media/fr/BUe4hr-FjhbKmwkL/Synthe%CC%80se_PNR76_FR.pdf, p. 12.

Auteur·es

Arnaud Frauenfelder, Haute école de travail social Genève, HES-SO,
arnaud.frauenfelder@hesge.ch

Gisela Hauss, Fachhochschule Nordwestschweiz (FHNW), Hochschule für Soziale Arbeit,
gisela.hauss@fhnw.ch